

nous sont posées. Si le gouvernement pouvait nous dire précisément quelles vont être les sources de revenus pour la province de l'Ontario après le prochain versement de la subvention de près de 200 millions à Chrysler, nous serions en mesure de dire si de telles mesures sont valables et si l'économie canadienne va retirer suffisamment de bénéfices pour produire les capitaux qui nous permettront de respecter nos échéances à court terme et à long terme. Malheureusement, rien n'est moins sûr.

Laissez-moi vous expliquer ce qui se passe actuellement. Le revenu hebdomadaire moyen a progressé de 10.6 p. 100 cette année par rapport à l'an dernier; par contre, dans le même temps l'indice des prix à la consommation a, lui, augmenté de 11.2 p. 100. Ces deux chiffres montrent sans aucune équivoque que la situation des contribuables va se détériorer aussi bien sur le plan du pouvoir d'achat que sur le plan fiscal, étant donné que l'indice des prix à la consommation croît plus vite que les salaires.

Du côté des banques, le volume des prêts courants pour cette année a augmenté de 17.8 p. 100 par rapport à l'année dernière. Parallèlement, les mises en chantier de logements ont diminué de 16.2 p. 100, ce qui prouve que l'argent prêté par les banques ne sert pas à financer la construction de maisons. Si on ajoute à cela, le pourcentage des faillites en milieu rural, en augmentation de 79 p. 100—en augmentation de près de 17 p. 100 dans les entreprises familiales et de près de 17 p. 100 dans les petites entreprises—il est manifeste que les emprunts souscrits auprès des banques aux taux d'intérêt actuels nuisent considérablement à l'économie. Il n'offre pas le stimulant qui permettra de stabiliser l'économie et d'offrir de meilleures possibilités d'emploi.

● (2020)

Si nous examinons ces quatre choses, nous constatons que lorsque les salaires augmentent seulement de 10.6 p. 100, l'indice du prix à la consommation de 11.2 p. 100, les prêts généraux de banque de 17.8 p. 100 tandis que les mises en chantier baissent de 16.2 p. 100, la somme disponible pour acheter des produits de consommation nécessaires pour maintenir les niveaux de l'économie et de l'emploi, est réduite.

Un député a légèrement sursauté quand j'ai commencé à parler. Je voudrais lui faire remarquer qu'il faut se rendre compte de la situation économique avant d'autoriser le gouvernement à s'adresser au marché financier pour obtenir des fonds supplémentaires.

De toute évidence, la somme globale disponible pour l'achat des biens de consommation continuera à baisser. Les fonds que les banques consentiront à prêter augmenteront ainsi que le niveau d'endettement. Il n'y a tout simplement pas assez d'argent sur le marché pour permettre aux consommateurs d'acheter les biens et les services qui doivent absolument se vendre pour que l'économie reste à flot.

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur la productivité du secteur manufacturier canadien, on voit qu'il fonctionne à 78½ p. 100 de sa capacité. Le mois dernier, ce taux était de 79.4 p. 100 et, il y a un an, de 84.8 p. 100.

Voilà la mesure des autres facteurs: plus le pouvoir d'achat des consommateurs diminue, plus ils doivent aux banques, plus l'industrie de la construction est en perte de vitesse et plus le nombre de travailleurs dépasse le nombre d'emplois disponibles, plus on doit conclure que notre économie est de moins

moins capable de produire la masse monétaire mobile nécessaire pour financer les dépenses courantes.

Je comprends que le gouvernement ressente le besoin constant d'emprunter, monsieur l'Orateur. Il doit le faire pour éponger le déficit actuel du compte courant, ce qu'il espère réussir cette année en augmentant ses revenus. Par contre, lorsqu'on regarde le total de l'argent dépensé, on se rend compte que l'économie ne produit pas assez pour compenser les dépenses additionnelles qui s'imposent.

Ce ne serait pas si grave si le gouvernement disposait d'une stratégie d'expansion économique pour les quatre ou cinq prochaines années ou s'il pouvait nous dire que nous allons créer de nouvelles richesses dans notre économie et que, ce faisant, nous allons accumuler les liquidités nécessaires pour éponger nos dettes. Mais le gouvernement ne dispose d'aucun plan du genre. Il n'a jamais présenté de plan quinquennal de dépenses ni programme de recettes. Il est évident, à en croire l'évolution actuelle des dépenses, qu'une partie de plus en plus importante de l'argent des contribuables servira à financer des dépenses énergétiques et une partie de moins en moins importante à acheter des produits de consommation. Dans ce cas, le nombre d'emplois va encore baisser, les usines ne tourneront pas à pleine capacité et de plus en plus de gens devront emprunter pour maintenir leur niveau de vie; enfin, le nombre des faillites va lui aussi augmenter.

Cela étant, monsieur l'Orateur, il convient que le gouvernement adopte un programme nous montrant comment il compte relancer l'économie qu'il a systématiquement laissé se dégrader.

M. Crosbie: En plein dans le mille!

M. Deans: C'est un sujet de très grande inquiétude, monsieur l'Orateur. Ce n'est pas une blague, puisque c'est la raison même de notre présence ici. C'est ce qui va déterminer l'avenir des jeunes qui maintenant nous servent de pages et qui devront sous peu se trouver un autre emploi. C'est ce qui va déterminer également l'avenir de mes enfants et de ceux des autres Canadiens, et dans quelle mesure ils pourront gagner leur vie et pourvoir un jour à leurs propres besoins. Voilà ce que nous aimerions tous voir un jour.

Je suis sûr que mon fils suit les débats de ce soir. Je tiens à ce qu'il le fasse; c'est le prix qu'il doit payer pour être mon fils. Je sais qu'en suivant les débats de ce soir, il s'interroge à propos de son avenir et réfléchit à ce qu'il deviendra. Comme la Chambre ne compte pas suffisamment de banquettes pour accueillir les enfants de tous les députés, certains d'entre eux devront se trouver du travail à l'extérieur. S'ils n'en trouvent pas non plus à la tribune de la presse, ils devront en trouver ailleurs. Si nous ne jetons pas d'ores et déjà les fondements d'une économie stable, ces jeunes ne pourront pas trouver l'emploi et partant l'argent dont ils auront besoin pour s'assurer le niveau de vie auquel nous les avons habitués et que nous souhaitons à toutes les générations qui nous suivront.

Je trouve décevant que le gouvernement, par le truchement du ministre, ait choisi de présenter maintenant ce bill portant autorisation d'emprunter. J'aurais préféré que le gouvernement présente le budget plus tôt et dresse un programme année après année, plutôt que de le faire lorsque la fantaisie lui en prend; qu'il décrive ses projets de dépenses pour les 12 mois à venir et nous indique comment il compte réunir cet argent et